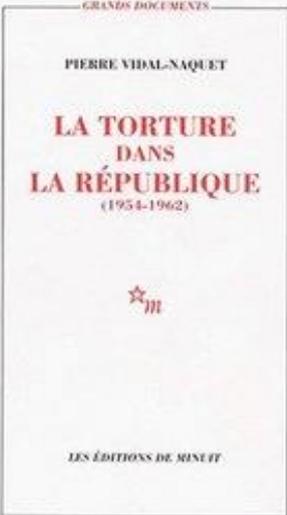
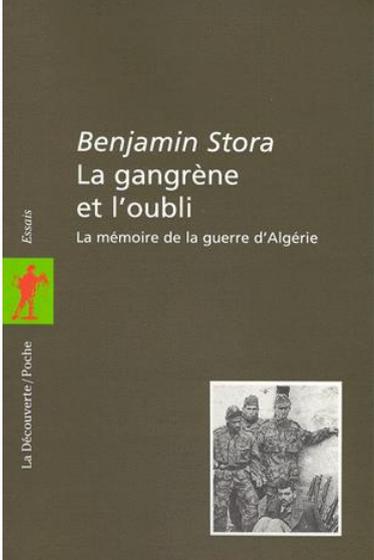


## Document 1. Deux ouvrages importants dans la connaissance de la guerre d'Algérie

	<p>Ce livre écrit au lendemain de la guerre d'Algérie est d'abord paru en Angleterre et en Italie. Il a été publié aux Éditions de Minuit en <b>1972</b>, puis réimprimé en 1998.</p> <p>La torture a été officiellement abolie en France en 1788. La Révolution n'en usa pas, ni l'Empire. En 1959, pourtant, quatre étudiants portaient plainte à Paris, pour avoir subi la question des mains de policiers en service, rue des Saussaies, à deux pas de l'Élysée. Encore ne représentaient-ils qu'un cas parmi les milliers qu'on aurait découverts au même instant dans ces départements français que formait alors l'Algérie.</p> <p>Comment en était-on arrivé là ? Historien, Pierre Vidal-Naquet est animé d'une passion, celle de la justice. Il démonte ici la logique d'un système qui, une fois mis – ou plutôt remis – en marche, est bien difficile à bloquer. Comme il paraît tentant en effet, lorsqu'on est persuadé d'avoir raison, d'user de sa force pour écraser le " rebelle " désarmé ! Raison d'État. C'est précisément contre cette forme de régression que les hommes ont inventé le droit. On voit dès lors où se situe le combat véritable, et comment, même gagnées, les " batailles d'Alger " sont toujours des défaites. (Présentation de l'ouvrage sur le site internet des éditions de Minuit)</p>
	<p>De 1954 à 1962, quelque deux millions de Français ont fait la guerre aux Algériens. Quarante ans après, cette " guerre sans nom " reste une page blanche de l'histoire nationale. Et le refoulement de sa mémoire continue à ronger comme une gangrène les fondements même de la société française. De l'autre côté de la Méditerranée, un refoulement symétrique mine la société algérienne : la négation par l'histoire officielle de pans entiers de la guerre de libération n'est pas pour rien dans la guerre civile qui déchire le pays depuis 1992. Pour comprendre les causes de cette double occultation, Benjamin Stora tente dans cet essai d'éclairer les mécanismes de fabrication de l'oubli, en France comme en Algérie. Il démontre comment ceux-ci se sont mis en place dès la guerre elle-même : du côté français, c'est la négation de l'existence même de la guerre, le refus obstiné de reconnaître la réalité de la torture et des exécutions sommaires ; du côté algérien, c'est la violence de la guerre civile secrète qui opposa le FLN et le MNA, où le massacre en masse des harkis à l'été 1962, perpétré par les ralliés de la vingt-cinquième heure. L'auteur montre également comment les mensonges de la période 1954-1962 seront à leur tour, dans les décennies suivantes, enfouis dans les mémoires par les amnisties ou les non-dits d'une histoire éclatée, telle qu'elle ressort des livres ou des films consacrés à la guerre.</p> <p>(quatrième de couverture de l'ouvrage, <i>La gangrène et l'oubli, la mémoire de la guerre d'Algérie</i> de l'historien Benjamin Stora, La découverte, <b>1991</b>)</p>

## **Document 2. De nouveaux champs d'études : l'exemple de la thèse de Pascal Blanchard (2008).**

Encadrer des "citoyens diminués". La police des Algériens en région parisienne (1944-1962)

**Résumé :** Cette thèse est consacrée à l'étude des pratiques des services de police active (police judiciaire, renseignements généraux, sécurité urbaine) à l'égard des " Français musulmans d'Algérie " émigrés en région parisienne entre 1944 et 1962. Ce gouvernement policier est analysé comme une modalité de l'inscription métropolitaine de la " situation coloniale ". Le répertoire d'action policier est étudié en regard de l'histoire des polices métropolitaines et des dispositifs appliqués à d'autres groupes de " citoyens diminués " (vagabonds, prostituées, homosexuels). Les matériaux analysés (archives de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale, manuels de police, publications syndicales, enquêtes orales auprès de policiers retraités...) visent à rendre compte des techniques ordinaires des métiers de police et d'une " culture institutionnelle " appréhendées au travers d'une socialisation, de représentations et de pratiques partagées par les agents. La diversité des grades, des métiers et des services est replacée dans leurs relations de concurrence et de complémentarité, afin d'appréhender l'action des polices de cette époque. Les rapports et les confrontations de genre entre un groupe professionnel exclusivement composé d'hommes, garants des rapports sociaux de sexe, et des migrants, le plus souvent venus sans femme, font l'objet d'une attention particulière. La périodisation choisie et l'attention aux routines ou pratiques ordinaires favorisent la compréhension d'événements " hors norme ", tel le massacre du 17 octobre 1961. Celui-ci est intégré à l'histoire des dispositifs policiers (rafles, internement administratif...), à une sociologie des relations entre administrations policières et pouvoirs politiques et à l'étude des reconfigurations impériales intervenues au moment des décolonisations.